

9 Colombie

Soutien à l'agriculture

En Colombie, le soutien accordé aux producteurs agricoles exprimé en part des recettes agricoles brutes a représenté 13.1 % en moyenne en 2018-20, contre 24 % au début des années 2000. Quelque 90 % des transferts aux producteurs sont toujours liés au soutien des prix du marché (SPM) qui continue à représenter la majeure partie de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP). Pour un éventail de produits agricoles, le SPM est déterminé par les mesures aux frontières. Par conséquent, les transferts au titre d'un seul produit (TSP) sont particulièrement élevés pour le riz, le maïs, le lait et la viande porcine. En 2018-20, les prix payés au secteur agricole étaient supérieurs de 14 % en moyenne aux prix observés sur les marchés mondiaux.

Toujours sur la période 2018-20, les transferts budgétaires aux producteurs comptaient pour 10 % de l'ESP, et étaient en grande partie basés sur l'utilisation d'intrants variables tels que le crédit implicite, et sur les subventions à l'achat de machines et d'équipements, ainsi que d'engrais et de semences.

Les allocations budgétaires accordées aux services d'intérêt général de l'ensemble du secteur (ESSG) ont été relativement modestes, s'établissant en moyenne à 2.3 % seulement de la valeur ajoutée de l'agriculture. Le soutien aux services d'intérêt général se concentre sur la recherche agricole et le transfert de connaissances ; les infrastructures, en particulier l'irrigation ; et la restructuration des exploitations (régularisation des titres fonciers et accès aux terres). Dans l'ensemble, le soutien total au secteur (EST) représentait 1.2 % du PIB de la Colombie, ce qui dénote le coût relativement élevé des politiques agricoles pour l'économie.

Évolutions récentes de l'action publique

En 2020, le ministère de l'Agriculture a lancé un cadre d'action appelé « Ensemble pour le monde rural » (*Juntos por el campo*). Ce dernier instaure des programmes qui incluent des subventions visant à compenser les coûts élevés du transport intérieur, ou destinées à l'achat de machines et d'équipements, ou d'intrants agricoles variables (semences, engrais, machines agricoles). Au cœur de ce cadre, le programme d'agriculture contractuelle, créé en 2019, vise à rapprocher 300 000 producteurs des marchés en mettant directement en lien ces producteurs avec des partenaires commerciaux. En 2020, quelque 120 000 petits propriétaires ont bénéficié du programme, vendant leurs produits directement à 757 acheteurs.

Entre 2019 et 2020, le total de dépenses publiques a diminué, et plusieurs programmes ont été remplacés par onze programmes lancés en 2020 portant sur la gestion de la production, ce qui a amélioré la qualité sanitaire des produits agricoles, les initiatives d'adaptation au changement climatique, la modernisation institutionnelle, ainsi que le développement et l'innovation.

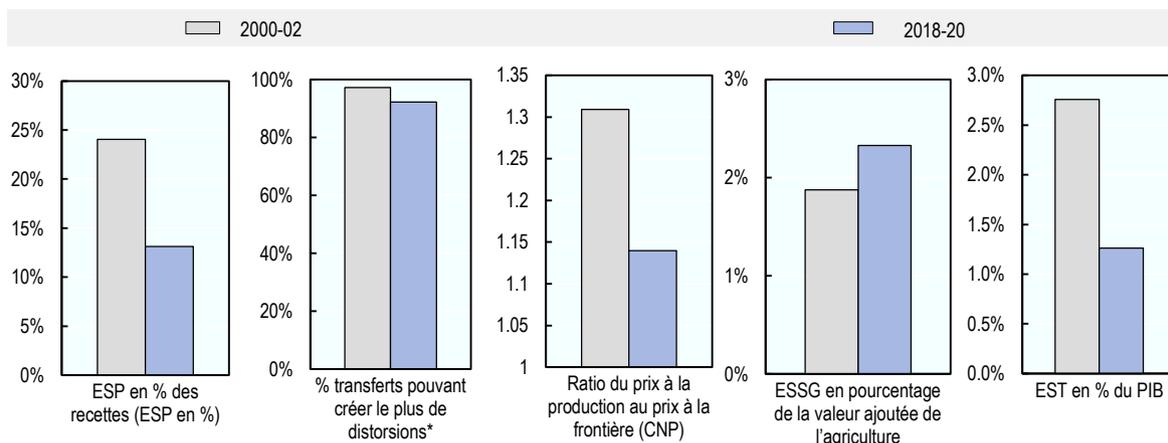
Pour compenser les effets du COVID-19, la Colombie a mis en place des mesures comme la création de lignes de crédit spéciales utilisées à hauteur de 82 % par les petites et moyennes exploitations agricoles, la distribution de denrées alimentaires au moyen de la création d'un centre de transport à Bogota au

service de la commercialisation de la production agricole, et la fourniture de produits alimentaires aux ménages pauvres et vulnérables.

Évaluation et recommandations

- Le secteur agricole colombien continue à faire face à des difficultés structurelles, mais le soutien aux services d'intérêt général qui contribuerait à remédier à ces difficultés est limité. Les réponses à courte vue apportées aux problèmes auxquels sont confrontés les agriculteurs, principalement sous forme de subventions à l'utilisation d'intrants, mobilisent des ressources économiques rares, au détriment de la mise en place d'un environnement favorable à la croissance durable du secteur.
- L'accent devrait être mis sur des investissements stratégiques, notamment sur les investissements dans l'irrigation en dehors de l'exploitation ; dans les infrastructures de transport ; dans les capacités de recherche-développement et d'innovation du secteur ; dans les services de protection et de contrôle phytosanitaires et zoosanitaires ; dans la promotion d'une utilisation durable des ressources naturelles ; et dans un système national et fonctionnel de vulgarisation, de formation et d'assistance technique qui favorise l'adoption de technologies. Dans tous ces domaines, l'investissement public devrait contribuer à améliorer la productivité et la compétitivité, et à assurer le développement durable du secteur. Une réorientation du soutien au détriment des subventions aux intrants et au profit des services d'intérêt général favoriserait également une croissance agricole plus durable et plus inclusive.
- Un cadre d'action inclusif pour l'accès aux terres favoriserait le développement rural et sectoriel. La Colombie est confrontée à une concentration élevée de la propriété foncière et à une sous-exploitation des terres arables, tandis que plus de 40 % des terres ne font toujours pas l'objet de titres de propriété officiels. L'actualisation du système cadastral et l'accélération de l'enregistrement et de l'attribution des droits fonciers sont essentielles pour le secteur. Ces droits participent à la croissance à long terme du secteur agricole, car ils stimulent l'investissement privé et contribuent à promouvoir le développement des zones rurales.
- Les pouvoirs publics devraient systématiquement évaluer les répercussions des instruments d'action et des programmes de soutien à l'agriculture. Actuellement, les programmes couvrent des domaines larges et variés, mis en œuvre grâce à un ensemble d'instruments d'action dont les effets combinés ne sont pas clairs. Un examen de ces instruments permettrait de les redéfinir et de les réorganiser en fonction des éléments relatifs aux coûts et aux bénéfices des mesures individuelles, d'une part, et des panoplies de mesures, de l'autre. Cet examen devrait également évaluer les résultats en matière d'équité et d'environnement, ainsi qu'en matière sociale.
- Dans sa contribution prévue déterminée au niveau national (CPDN), la Colombie s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 20 % par rapport aux niveaux du scénario de référence d'ici 2030. Étant donné l'importance de la contribution de l'agriculture aux émissions nationales de GES, cet engagement risque d'avoir une incidence non négligeable sur le secteur même si des objectifs spécifiques de réduction d'émissions ne lui ont pas encore été assignés. En outre, la performance de développement durable du secteur, notamment en matière de biodiversité, d'utilisation de l'eau et de déforestation, est une préoccupation majeure que les pouvoirs publics doivent aborder de manière plus systématique.

Graphique 9.1. Colombie : Évolution du soutien à l'agriculture

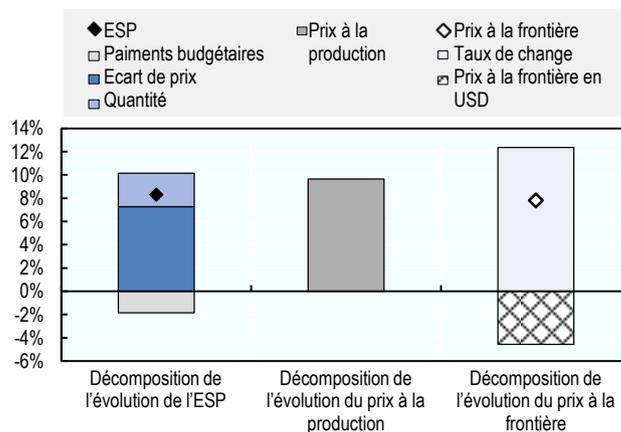


Note : * Part des transferts pouvant créer le plus de distorsions, dans les transferts cumulés aux producteurs.

Source : OCDE (2021), « Estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-pcse-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/8bkj1x>

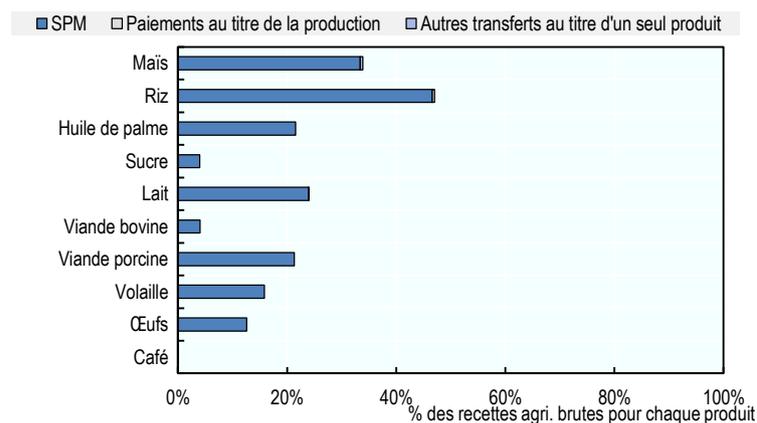
Graphique 9.2. Colombie : Moteurs du changement de l'ESP, 2019 à 2020



Source : OCDE (2021), « Estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-pcse-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/kozrmh>

Graphique 9.3. Colombie : Transferts au titre de produits spécifiques (TSP), 2018-20



Source : OCDE (2021), « Estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-pcse-data-fr>.

StatLink  <https://stat.link/vhvj8c>

Tableau 9.1. Colombie : Estimations du soutien à l'agriculture

Millions USD

	2000-02	2018-20	2018	2019	2020p
Valeur totale de la production (en sortie de l'exploitation)	10 565	25 859	28 975	25 494	23 108
<i>dont : part des produits SPM (%)</i>	80.7	73.4	66.8	73.3	80.2
Valeur totale de la consommation (en sortie d'exploitation)	7 938	20 737	21 814	20 883	19 513
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	2 546	3 439	3 977	3 232	3 108
Soutien au titre de la production des produits de base	2 460	3 143	3 639	2 912	2 877
Soutien des prix du marché ¹	2 460	3 133	3 610	2 912	2 877
Soutien positif des prix du marché	2 466	3 134	3 610	2 912	2 879
Soutien négatif des prix du marché	-6	-1	0	0	-2
Paiements au titre de la production	0	10	29	0	0
Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	86	296	338	320	231
Utilisation d'intrants variables	53	173	185	187	146
avec contraintes sur les intrants	36	142	138	153	136
Formation de capital fixe	16	73	110	67	43
avec contraintes sur les intrants	3	41	63	31	30
Services utilisés sur l'exploitation	17	50	43	66	42
avec contraintes sur les intrants	5	24	8	29	33
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	0	0	0	0	0
Au titre des Recettes / du Revenu	0	0	0	0	0
Au titre de la Superficie cultivée / du Nombre d'animaux	0	0	0	0	0
avec contraintes sur les intrants	0	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	0	0	0	0
Avec taux de paiement variables	0	0	0	0	0
avec exceptions sur les produits	0	0	0	0	0
Avec taux de paiement fixes	0	0	0	0	0
avec exceptions sur les produits	0	0	0	0	0
Paiements sur critères non liés à des produits de base	0	0	0	0	0
Retrait de ressources à long terme	0	0	0	0	0
Production de produits particuliers autres que produits de base	0	0	0	0	0
Autres critères non liés à des produits de base	0	0	0	0	0
Paiements divers	0	0	0	0	0
ESP en pourcentage (%)	24.1	13.1	13.6	12.5	13.3
CNP des producteurs (coeff.)	1.31	1.14	1.15	1.13	1.14
CNS aux producteurs (coeff.)	1.32	1.15	1.16	1.14	1.15
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	154	458	566	431	377
Système de connaissances et d'innovation agricoles	49	198	262	183	150
Services d'inspection et de contrôle	9	41	52	36	35
Développement et entretien des infrastructures	95	197	230	189	174
Commercialisation et promotion	0	21	22	23	18
Coût du stockage public	0	0	0	0	0
Divers	1	0	0	0	0
ESSG en pourcentage (% de l'EST)	5.7	11.7	12.5	11.8	10.8
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-2 234	-3 819	-4 027	-3 852	-3 579
Transferts des consommateurs aux producteurs	-2 003	-2 793	-2 771	-2 815	-2 792
Autres transferts des consommateurs	-248	-1 055	-1 294	-1 065	-806
Transferts des contribuables aux consommateurs	0	0	0	0	0
Surcoût de l'alimentation animale	16	28	39	28	18
ESC en pourcentage (%)	-28.3	-18.4	-18.5	-18.4	-18.3
CNP des consommateurs (coeff.)	1.40	1.23	1.23	1.23	1.23
CNS aux consommateurs (coeff.)	1.39	1.23	1.23	1.23	1.22
Estimation du soutien total (EST)	2 700	3 897	4 542	3 663	3 485
Transferts des consommateurs	2 251	3 848	4 065	3 880	3 598
Transferts des contribuables	697	1 104	1 771	849	693
Recettes budgétaires	-248	-1 055	-1 294	-1 065	-806
EST en pourcentage (% du PIB)	2.8	1.3	1.4	1.1	1.3
Estimation du soutien budgétaire total (ESBT)	240	764	932	751	608
ESBT en pourcentage (% du PIB)	0.2	0.2	0.3	0.2	0.2
Déflateur du PIB (2000-02=100)	100	246	238	248	251
Taux de change (monnaie nationale par USD)	2 297.17	3 311.19	2 956.90	3 281.07	3 695.61

Note : p : provisoire. CNP : Coefficient nominal de protection. CNS : Coefficient nominal de soutien.

S/Na/Rec/Rev : Superficie cultivée/Nombre d'animaux/Recettes/Revenu.

1. Le soutien des prix du marché (SPM) s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale. Les produits SPM pour la Colombie sont : le maïs, le riz, le sucre, le lait, la viande bovine et porcine, la volaille, les oeufs, les bananes, les plantains, le café, l'huile de palme et les fleurs.

Source : OCDE (2021), « Estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données),

<http://dx.doi.org/10.1787/agr-pcse-data-fr>.



Extrait de :

Agricultural Policy Monitoring and Evaluation 2021 Addressing the Challenges Facing Food Systems

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/2d810e01-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2021), « Colombie », dans *Agricultural Policy Monitoring and Evaluation 2021 : Addressing the Challenges Facing Food Systems*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/4faaed20-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.